

Discours de Paul-Henri Spaak sur la relance européenne (1956)

Source: CLT-UFA, 45, Boulevard Pierre Frieden, L-1543 Luxembourg.

Discours relance CECA / Paul-Henri Spaak.- CLT-UFA [Prod.], 1956. CLT-UFA, Luxembourg. - SON (00:71:57, Montage, Son original).

Copyright: (c) CLT/UFA

URL: http://www.cvce.eu/obj/discours_de_paul_henri_spaak_sur_la_relance_europeenne_1956-fr-67eac8b7-e53d-4d0d-995f-10c0b43e9be8.html

Date de dernière mise à jour: 20/10/2012

Discours de Paul-Henri Spaak sur la relance européenne (1956)

[Membre de l'Union royale belge] Monseigneur, Excellences, Mesdames, Messieurs, il n'est évidemment pas question de vous présenter Son Excellence, Monsieur Paul-Henri Spaak, ministre des Affaires étrangères de Belgique. Mon devoir consiste avant tout à lui exprimer, aussi chaleureusement que possible, la très profonde reconnaissance que lui voue l'Union royale belge, parce qu'il a bien voulu répondre à son appel et venir honorer sa tribune ce soir. Au surplus, je me permettrai, en guise d'introduction, d'esquisser à grands traits ce que peut être l'appréciation de l'homme de la rue à l'égard des problèmes internationaux les plus marquants. Nous nous apercevons que notre planète se rétrécit de plus en plus, en ce sens que les distances comptent de moins en moins. Les 40.000 km de circonférence de la terre peuvent être parcourus en avion en trois ou quatre jours. Les moyens de communication, télégraphe, téléphone, radio, permettent de connaître tous les événements qui se produisent sur la terre en un temps extrêmement court. Bref, toute l'humanité peut être en contact intime à tout moment, elle devient de plus en plus solidaire et devrait logiquement prendre conscience de l'utilité de s'entendre pour exploiter rationnellement les richesses du globe et en perfectionner la distribution, dans le but d'améliorer les conditions d'existence de chaque individu. Au lieu de cela, que voyons-nous ? Nous sortons de deux guerres, livrées à environ 25 ans d'intervalle, pour abattre l'impérialisme allemand. Aujourd'hui, nous nous trouvons en face de l'impérialisme russe qui s'est installé en Pologne, en Allemagne, en Roumanie, en Bulgarie, en Hongrie, en Tchécoslovaquie et a consenti à quitter l'Autriche il y a quelques mois seulement. C'est un impérialisme d'une nature très particulière, car il s'appuie sur une idéologie sectaire, visant à introduire le communisme, non seulement chez lui et dans les pays qu'il a conquis, mais dans le monde entier.

Si des résultats positifs ont été obtenus en URSS au point de vue industriel, de graves lacunes subsistent encore. En effet, après 37 ans d'efforts, le problème agricole n'a pas encore été résolu, et si le standard de vie des populations a été quelque peu amélioré, il est encore de très loin inférieur à celui de nos ouvriers. Quant aux méthodes d'économie dirigée utilisées par les Soviétiques, elles ne sont guère différentes de celles qu'ont employées les démocraties en temps de guerre, sauf qu'elles sont peut-être un peu plus largement planifiées et mises en pratique plus brutalement. On peut se demander comment tant de gens ont eu la candeur d'admettre que l'URSS était le paradis des travailleurs, alors que ceux-ci vivaient misérablement, pendant que les États-Unis étaient qualifiés d'infâmes capitalistes, alors que l'ouvrier y jouit du standard de vie le plus élevé du globe, à côté d'une liberté totale d'expression et de pensée. En fait, c'est en Amérique du Nord que les conquêtes sociales sont les plus avancées. J'espère que monsieur le ministre Spaak voudra bien me pardonner cette boutade, il semble que c'est sur le terrain du capitalisme le plus accusé que le socialisme ait trouvé jusqu'ici sa plus belle floraison.

En somme...les réalisations de l'URSS n'ont rien d'attirant pour les civilisations occidentales et son comportement menaçant a appelé des réactions. C'est ainsi que le principal artisan du traité de l'Atlantique Nord est l'URSS elle-même, ses gestes provocants ayant incité les peuples de ces régions à poser un acte de légitime défense. Nous ne devons toutefois pas nous leurrer. Ces derniers mois, les dirigeants de l'URSS se sont attachés à éliminer les plus graves imperfections de leurs méthodes. En dehors de l'offensive de paix qu'ils ont lancée, parce qu'ils se rendent compte qu'une guerre atomique serait une folie, ils ont supprimé le caractère dictatorial de leur gestion et ont institué une sorte de gouvernement d'allure plus démocratique. De plus, après avoir visé jusqu'ici à développer leurs industries de base et à maintenir leur armée à un niveau très élevé d'efficacité, ils viennent de concevoir un sixième Plan quinquennal, pour 56 à 60, tendant à accroître fortement cette fois toutes les branches de l'économie russe. Ils peuvent entreprendre cette tâche énorme parce qu'ils ont formé des quantités considérables de techniciens qui constitueront les cadres qualifiés. Il faut craindre que ce soit à partir du moment actuel que l'URSS deviendra de plus en plus dangereuse, en raison de l'attrait qu'elle exercera sur les pays sous-développés. Elle pourra, en effet, se targuer d'avoir fait sortir de l'ornière féodale, économiquement parlant, un peuple de 200 millions d'habitants en l'espace d'une quarantaine d'années, pour en faire un état industriel puissant. Et elle pourra mettre à la disposition de ces pays des experts. La Chine fait déjà partie de la constellation communiste et il devient de plus en plus clair que l'URSS s'efforce de gagner à sa méthode toute l'Asie et les populations arabes. On peut donc dire que l'attitude de l'URSS est le facteur dominant des problèmes de la politique mondiale.

Présentement, il n'y a qu'une seule grande nation qui puisse lui faire face : les États-Unis d'Amérique. Ces deux colosses vont-ils discuter et s'appliquer à trouver un modus vivendi ? Monsieur le ministre Spaak nous dira peut-être son sentiment à ce sujet. Quant à l'Europe, elle n'a aucune voix au chapitre. Elle est complètement effacée et l'on pourrait dire avec le philosophe anglais Francis Bacon : « Celui qui ne se renouvelle pas se détruit, car la marche inexorable du temps transforme toutes choses. » Mais ici, au seuil de l'Europe, je m'arrête, puisque c'est le sujet de la conférence de ce soir. Je m'excuse d'avoir fait, à la façon de l'homme de la rue, une synthèse de circonstances que tout le monde connaît, mais il m'a semblé que ce rappel pourrait former une sorte de toile de fond sur laquelle monsieur le ministre Spaak pourrait projeter sa lumineuse conférence : la relance européenne.

[Paul-Henri Spaak] Monseigneur, Mesdames et Messieurs, je dois confesser que mes toutes dernières interventions en ce qui concerne la relance européenne n'ont pas été unanimement appréciées. Beaucoup de gens ont trouvé que j'étais pessimiste, trop pessimiste, exagérément pessimiste et, d'une façon générale, le public n'aime pas le pessimisme. Devant ces critiques, je me suis interrogé et je me suis demandé si je devais changer le ton général de mes discours dans le temps que nous vivons. Je veux bien essayer d'atténuer quelque peu l'expression de mes inquiétudes, mais je ne peux pas cacher complètement mes sentiments et je ne peux pas me résoudre à ne pas dire ce que je crois être la vérité. En réalité, le message, ou la conférence, que je veux vous faire ce soir n'est pas un message agréable et c'est un message extrêmement difficile. Il n'est pas très agréable parce que, comme j'essaierai de vous le démontrer tout à l'heure, je crois, et je ne puis pas employer d'autre mot, je crois que l'Europe vit aujourd'hui une période de déclin et que si nous ne faisons pas ce qui est en notre pouvoir, d'ailleurs, si nous ne réagissons pas, si nous ne créons pas une nouvelle Europe, cette période de déclin ne peut se terminer que par une période de décadence. Si ce que je viens de dire n'est pas très agréable, je me rends compte qu'il me sera peut-être assez difficile de vous convaincre. Parce que, si l'on s'en tient à la situation actuelle, si l'on veut seulement examiner l'avenir des quelques semaines, des quelques mois ou même, peut-être, des quelques années que nous avons devant nous, on a évidemment quelque peine à reconnaître que les choses ne vont pas aussi bien qu'elles devraient être. La situation économique de l'Europe est pour le moment assez prospère. On y travaille beaucoup, d'une façon générale, on y gagne pas mal sa vie dans toutes les classes de la société – il y a bien quelques revendications, mais elles ne sont pas particulièrement violentes et particulièrement essentielles – et, par conséquent, on fait vraiment l'effet d'un Cassandre ou d'un homme qui souffre du foie et qui cherche à se faire de la peine à soi-même, quand on vient dire à ces gens qui vivent relativement heureux et prospères, attention, votre prospérité n'est qu'un trompe-l'œil, vous êtes en période de déclin et vous êtes en période de décadence. Cependant, il me semble qu'il est absolument indispensable d'essayer de montrer tout au moins qu'il y a un problème européen. Car si l'on devait s'en tenir à cette affirmation – un peu courte, je le répète – que les choses vont très bien, que l'Europe se développe, que l'Europe est capable de résoudre ses problèmes politiques, ses difficultés économiques et sociales, on aurait peut-être tendance à trouver que toute cette agitation européenne est un peu excessive. Pourquoi toutes ces réunions, toutes ces conférences, tous ces congrès, ces Communauté du charbon et de l'acier, ce Conseil de l'Europe, le pacte atlantique, l'organisation européenne, et j'en passe certainement beaucoup. Tout cela n'est qu'une vaine agitation, si les choses vont bien. Tout cela n'a de sens et n'a une utilité et ne se justifie que s'il y a un problème européen. Et, par conséquent, il faut d'abord que je pose le problème et que je vous démontre – et je crois, hélas, que je vais réussir dans ma démonstration – que les choses en Europe vont peut-être moins bien qu'un coup d'œil superficiel ne permet de le croire. Je crois, pour ma part, que l'Europe traverse une crise à la fois politique, économique et sociale. Je crois, comme j'ai osé le dire tout à l'heure, qu'au fond, nous vivons une période de déclin et que nous devrions même être effrayés par la rapidité de notre déclin.

Si j'avais eu l'occasion de faire une conférence comme celle-ci, sur le sujet que j'ai choisi, il y a 50 ans, au début du siècle, dans tous les cas avant la Première Guerre mondiale, et si j'avais posé à un auditoire comme le vôtre la simple question suivante : où s'est concrétisée pendant les 25 siècles d'histoire que les hommes ont vécus, les 25 derniers siècles d'histoire que les hommes ont vécus, où s'est concrétisée la civilisation, où s'est trouvée la force militaire, l'influence diplomatique, l'expansion économique et aussi le rayonnement intellectuel ? Mais je pense que personne n'aurait hésité un seul instant, chacun aurait répondu : depuis 25 siècles, c'est sur les bords de la Méditerranée ou ce sont sur les bords de l'océan Atlantique européen, sur les bords européens de l'océan Atlantique que la civilisation a trouvé sa forme la plus brillante et sa force la plus grande. Et tout naturellement, si nous avions voulu préciser quelque peu notre pensée, ce sont les noms

des grandes capitales de l'Europe qui seraient venus sur nos lèvres : Athènes, Rome, Madrid, Paris, Londres, Berlin, Vienne. C'est incontestablement la réponse que vous m'auriez faite en 1905 ou en 1907. Cinquante ans se sont écoulés. Et si je vous posais ce soir la même question ? Et si je vous demandais où se prennent aujourd'hui les grandes décisions politiques, celles dont dépend notre avenir et notre destinée ? Où se trouve la puissance militaire ? Où se trouve l'influence diplomatique ? Où se trouve l'expansion économique ? Qui d'entre vous oserait encore répondre, sur les bords de la Méditerranée ou sur les rivages européens de l'océan Atlantique ? À la même question posée à 50 ans de distance ! Et permettez-moi de le souligner : 50 ans dans l'histoire des peuples, ce n'est pas grand-chose. À la même question posée à 50 ans de distance, sans hésiter, tous ceux qui avaient fait la réponse ou qui auraient fait la réponse que j'ai donnée tout à l'heure, aujourd'hui répondraient, toute cette force, toute cette puissance, tout ce rayonnement, toute cette influence, aujourd'hui, nous la trouvons aux États-Unis, et si nous voulons être tout à fait sincères vis-à-vis de nous-mêmes et si nous ne reculons pas devant les réalités, nous ajouterons, aujourd'hui, les grandes décisions, elles se prennent à Washington bien certainement, mais elles se prennent aussi à Moscou. Il a fallu 50 ans pour permettre ce déplacement fondamental et cela devrait déjà attirer notre attention et, dans une certaine mesure, exciter notre inquiétude.

Je me suis, dans les années qui viennent de s'écouler, souvent assigné la tâche de faire un tableau de l'Europe et ce tableau m'a souvent dit qu'il était un peu noir, mais au fond je crois qu'il était réel, car j'affirmais que les trois caractéristiques de l'Europe depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, c'était d'être mutilée, pauvre et faible. Mesdames et Messieurs, songez-y, quand aujourd'hui nous parlons encore de l'Europe, nous parlons d'une Europe mutilée. En moins de vingt ans, l'Europe, l'Europe libre, l'Europe démocratique a perdu la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Roumanie, la Bulgarie, l'Albanie, la Hongrie, l'Allemagne de l'Est, et j'en ai peut-être encore oublié quelques-uns, oui, j'ai oublié les États baltes par exemple, enfin, ajoutez-les à ma liste. La vérité d'aujourd'hui, c'est qu'il y a dans le monde plusieurs millions, même plusieurs dizaines de millions d'êtres humains qui, incontestablement, s'ils étaient consultés librement, préféreraient encore vivre suivant nos lois morales et nos règles politiques et qui en sont empêchés par l'existence d'un régime minoritaire suffisamment puissant, et quand on écrira dans les siècles qui viennent l'histoire de notre temps, on devra constater que nous avons vécu et que nous vivons encore aujourd'hui une des plus grandes tragédies de l'histoire, une des plus grandes tragédies humaines et, cependant, nous y assistons résignés. Cette résignation est, me semble-t-il, l'une des marques très précises de notre affaiblissement.

L'Europe n'est pas seulement mutilée, l'Europe est ou, surtout, était encore il y a quelque temps assez pauvre. Dans tous les cas, on peut encore dire aujourd'hui que l'Europe n'a été sauvée après la Deuxième Guerre mondiale que grâce à l'effort des États-Unis et que si nous n'avions pas eu le Plan Marshall, petits et grands pays, nous n'aurions pas empêché probablement le communisme de déferler jusqu'au bord de la Méditerranée et jusqu'au rivage européen de l'océan Atlantique. Mutilée et pauvre, l'Europe d'aujourd'hui est aussi faible. Mesdames et Messieurs, on l'a publié récemment, ce chiffre n'est donc plus un secret : dans la défense du monde atlantique, les États-Unis seuls interviennent pour 80% des dépenses. Les autres 20% sont dépensés par les différents pays. Est-ce que vous mesurez ce que cela veut dire ! Qu'à l'heure actuelle il n'y a plus un seul des pays européens, même parmi les plus grands, même parmi ceux qui ont la plus grande et la plus glorieuse tradition militaire, qu'il n'y a plus un seul des pays européens qui, abandonné à lui-même, livré à lui-même, oserait dire : je suis capable, seul, de me défendre contre une éventuelle attaque qui serait menée contre moi et de protéger mes citoyens, mes traditions, mes libertés. Et que tous les pays ensemble, tous les pays européens ensemble, savent bien qu'ils ne pourraient éventuellement résister qu'après avoir fait le pool complet de toutes leurs forces, et qu'ayant fait encore le pool complet de toutes leurs forces, ils ne pourraient résister, s'ils n'avaient derrière eux le puissant, le formidable appui des États-Unis d'Amérique.

Moi, je ne sais pas si je suis pessimiste, je ne sais pas si mon tableau est trop noir. Il me semble que mon tableau est assez juste et que tout ce que je viens de vous dire est irréfutable. Ce que je voudrais encore souligner devant vous, c'est la rapidité du phénomène de déclin. J'ai ici, sous les yeux, un livre qui a paru en 1953. Mesdames et Messieurs, il y a quatre ans, ce n'est pas grand-chose, quatre ans dans notre histoire. C'est le livre de monsieur de Carmoy sur la « Fortune de l'Europe », c'est un livre qui est devenu classique pour les bons Européens et monsieur de Carmoy, faisant en 1953 le tableau de l'Europe politique, terminait son

chapitre de la manière suivante, et je vais me permettre de vous faire une citation un peu longue, parce que vous allez pouvoir mesurer tout ce qui s'est passé depuis quatre ans. Il disait : « Le bilan politique de l'après-guerre est désastreux pour l'Europe, en Asie, dans le Proche-Orient et en Europe même. Il témoigne d'une profonde décadence politique. En Asie, le fait capital est la grande retraite de l'Europe. De toutes les possessions européennes, il ne subsiste que l'îlot de Hongkong, seul point de contact avec la Chine et la Malaisie, position stratégique et source de dollars. Le sud-est asiatique ne résiste à la pression chinoise que grâce au combat mené par les troupes françaises en Indochine. Que ce verrou saute et le communiste gagnera en quelques mois la Birmanie et menacera les fragiles dominions asiatiques. Les forces américaines sont immobilisées en Corée dans une position sans grand intérêt stratégique et l'économie japonaise est à la charge des États-Unis. Les nouveaux États combinent le conservatisme social et la nationalisation de certains moyens de production. Sans classes moyennes, pris entre des oligarchies opulentes et des masses prolétariennes sous-alimentées, leurs chefs éprouvent d'immenses difficultés à administrer. À moyen terme, les possibilités de résistance au communisme sont faibles. Dans le Proche-Orient, la retraite française est un fait accompli. La retraite anglaise a commencé. Le maintien des troupes britanniques à Suez est douteux, après le départ des ingénieurs d'Abadan. Comment protéger la richesse potentielle immense des puits de pétrole d'Irak et d'Arabie que seuls les capitaux américains et européens peuvent valoriser ? L'Angleterre et l'Europe continentale sont, du point de vue de la stratégie américaine, dans une position comparable à celle du Japon et de l'Asie sud-orientale. L'Europe se voit et se juge à travers la puissance des États-Unis. Ne subvenant pas aux besoins de son économie, elle néglige sa défense puis demande une aide militaire après l'aide économique. La défense de l'Europe est financée en partie par les États-Unis. Le commandant suprême des troupes atlantiques, chargé d'organiser tout le dispositif défensif de Narvik à Trebisonde, est un Américain. Les Européens se sont habitués à cette dépendance qui ne les étonne plus. D'une manière générale, les problèmes européens sont devenus des problèmes américains. Le maintien de l'ordre en Extrême-Orient ou plutôt le blocage de l'expansion sino-soviétique devient une responsabilité américaine. Malgré son désaccord avec la politique des États-Unis à l'égard de la Chine, l'Angleterre est obligée de composer, elle reconnaît le gouvernement communiste chinois mais participe à la guerre de Corée et ne peut s'opposer au lever du blocus de Formose qui donne en principe à Tchang Kaï-Chek les mains libres pour une tentative de débarquement. La France défend ses positions en Indochine. Le fardeau de la guerre paraît insupportable à son économie. Elle s'adresse aux États-Unis pour le financement d'une partie des dépenses du corps expéditionnaire. Le soutien militaire de la Grèce et de la Turquie est assuré par l'Angleterre depuis 1947. Devant une menace soviétique plus précise, les États-Unis prennent la relève. Ces exemples pourraient être multipliés. L'Europe n'est pas une troisième force, mais une faiblesse entre deux forces. L'Europe divisée n'a pas une politique étrangère, il lui est impossible de défendre ses intérêts communs extra-européens. Sans l'autorité morale que lui conférerait une parfaite unité de vue, elle ne peut démontrer au bienfaiteur américain que l'anticolonialisme en Asie est le précurseur certain de l'antiaméricanisme. Elle risque de perdre l'Afrique après l'Asie, la méthode de la division est éprouvée et la ruine est certaine. Qu'on imagine les termes de l'échéance d'une industrie européenne, privée des matières premières de l'Asie et de l'Afrique. »

C'est un peu long peut-être, mais, à part une ou deux erreurs, cela me paraît extraordinairement et dangereusement juste. Et je me permets de faire remarquer que si plusieurs des points d'interrogation soulevés par l'auteur en 1953 ont aujourd'hui reçu leur réponse dans ce tableau assez sombre de la position de l'Europe, il n'est pas encore question de la révolte dans l'Afrique du Nord, il n'est pas question des ennuis de l'Angleterre à Chypre ou dans le Moyen-Orient. Ajoutez tout cela au tableau de 1953 et vous pourrez mesurer le chemin que nous avons parcouru depuis quatre ans... quatre ans seulement. Bien entendu, hélas, un déclin politique de cette sorte doit être ou ne peut que s'accompagner d'un déclin économique. À première vue, cette affirmation peut paraître hardie et il faut que je l'explique.

Le déclin économique de l'Europe, c'est bien entendu un déclin relatif. C'est un déclin que l'on ne peut mesurer qu'en faisant certaines comparaisons et en constatant que la progression, que les possibilités et que le développement d'autres communautés humaines est aujourd'hui beaucoup plus rapide que ne l'est le développement des pays européens. Malgré tout, et heureusement, nous avons encore une position respectable, une position de défense qui pourrait être une position de départ, si nous savions utiliser nos forces. Je ne vais pas essayer de vous assommer à coup de chiffres et à coup de statistiques, mais je voudrais seulement pour trois produits qui sont trois produits importants, trois produits qui sont à la base de toute

l'expansion économique, le charbon, l'acier et l'électricité, citer quelques chiffres. Si l'on prend les pays de la CECA en 1937, on s'apercevait que dans les six pays on extrayait 274 millions de tonnes de charbon, en 1953, 237 millions. Aux États-Unis, 448 millions en '37, 439 millions en '53. En URSS, 110 millions en '37, 240 millions en '53. En ce qui concerne l'acier, en 1937, 36 millions de tonnes produites, en '53, 39. Petite amélioration. Aux États-Unis, en '37, 51 millions, en '53, 101 millions et, en URSS, 17 millions en '37, 38 millions en '53. En ce qui concerne l'électricité, les chiffres sont encore plus frappants. En '38, l'Europe occidentale, pas l'Europe de la CECA, l'Europe occidentale consommait 153 milliards de KW, en '53, 312 milliards, mais aux États-Unis, les chiffres sont passés de 146 à 514 et en URSS de 36 à 133. C'est-à-dire que c'est la démonstration de ce que je vous disais tout à l'heure : notre position est encore importante, nous sommes encore puissants, mais nous ne pouvons pas ne pas être inquiétés par le développement beaucoup plus complet et beaucoup plus rapide des grandes communautés dont, dans le domaine économique et social, nous sommes les concurrents. Je voudrais vous citer un autre chiffre. Il m'a frappé, je l'ai retenu, je l'ai trouvé dans un petit livre de monsieur Fourastier, l'économiste français, « La civilisation de 1960 ». La statistique que je vais vous citer me paraît particulièrement frappante. Monsieur Fourastier dit : « En 1880, avec le montant d'une heure de salaire, l'ouvrier américain pouvait acheter la contre-valeur de 3,3 kilos de blé. Et cette année-là, en 1880, l'ouvrier français, avec le montant d'une heure de salaire, pouvait acheter la même quantité de blé. En 1950, il s'agit bien entendu d'ordre de grandeur, l'ouvrier français, avec le montant d'une heure de salaire, peut toujours acheter 3,3 kilos. Mais en 1950, l'ouvrier américain peut, avec le montant d'une heure de salaire, acheter 18 kilos. » Pendant que la situation est restée quasi identique en Europe, car ce qui se dit de la France, moyennant certaines corrections, peut se dire du reste de l'Europe, au contraire, aux États-Unis, le niveau de vie, le standing de la vie, pouvait être multiplié par quatre, cinq ou six.

J'ai eu l'occasion de lire l'autre jour dans « Match » un article sur les salaires américains qui m'a fait une grosse impression. J'y voyais qu'aujourd'hui, dans l'industrie métallurgique, le salaire minimum était de 84 francs l'heure. Comme on l'a rappelé tout à l'heure, j'appartiens à un gouvernement à majorité socialiste et je me suis rappelé, au moment où je lisais cela, qu'en Belgique, on discutait très sérieusement de la question si l'on pouvait accepter le minimum de salaire de 20 francs l'heure. Toujours dans le même article, j'ai constaté qu'il y avait maintenant toute une série d'industries américaines et parmi les plus importantes, c'est-à-dire celles qui emploient le plus grand nombre d'ouvriers, toute une série d'industries américaines où, dès à présent, il y a, il existe le système du salaire annuel garanti. Et je me rappelais, en lisant cet article, que le gouvernement auquel j'appartiens était placé devant le problème de savoir s'il était possible et s'il était sage de concéder à la classe ouvrière de notre pays le salaire hebdomadaire garanti. Je ne dis pas du tout que nous pouvons aujourd'hui, dans nos pays, donner un minimum de 82 francs l'heure ou accorder le salaire annuel garanti. Au contraire, je suis convaincu que nous ne le pouvons pas ! Mais j'avoue que je fais cette constatation sans aucune joie.

Je fais beaucoup de conférences sur l'Europe et je suis forcé de me répéter beaucoup et je m'en excuse. L'autre jour, j'ai trouvé une formule qui a eu l'air de faire une certaine impression et, depuis lors, bien entendu, je m'en sers. J'ai dit – et je crois que c'est vrai – j'ai dit, si nous ne faisons pas attention, dans 25 ans, nos pays d'Europe dont nous sommes si fiers ne seront plus que des pays sous-développés. Les gens croient que j'exagère, mais je leur demande de réfléchir. Quand on dit aujourd'hui d'un pays qu'il est un pays sous-développé, qu'est-ce que ça veut dire ? Ça veut dire que, quand on y compare le standing de vie qui y existe avec notre standing de vie, on constate une grande différence. On est sous-développé par rapport à quelqu'un. Et bien, Mesdames et Messieurs, les chiffres que je viens de vous citer montrent que nous sommes déjà sous-développés, par rapport à certaines grandes communautés humaines. Et si nous ne faisons rien pour remonter le courant, si nous nous laissons aller, je crois que le phénomène deviendra de plus en plus grave. Quand je pense à ce que sera l'industrie demain, sur quoi sera basée l'expansion économique, je me permets d'être extrêmement inquiet. Tout le monde nous dit, tous les gens compétents nous réaffirment que nous sommes à la veille d'une grande révolution industrielle, et qu'après avoir connu l'industrie basée sur le charbon, nous allons connaître l'industrie basée sur l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire. Où en sommes-nous en Europe ? Nous avons accepté ou nous avons dû accepter depuis dix ans que les grandes communautés, comme les États-Unis ou comme l'URSS, dans une certaine mesure, comme la Grande-Bretagne, prennent sur nous une avance considérable. Et je pense un instant au sort et à l'avenir de mon propre pays. Nous ne sommes pas très grands, nous ne sommes pas très nombreux, mais nous avons joué au

cours du XIXe siècle et dans la première partie du XXe siècle un rôle industriel qui était hors de proportion avec notre étendue et avec le chiffre de notre population. Pourquoi ? Parce que nous avons le charbon et parce que nous avons basé sur ce qui était à ce moment-là l'instrument unique du développement industriel toute notre expansion. Si demain nous devons continuer à faire marcher notre industrie, si nous devons continuer à baser notre expansion industrielle sur le charbon, moyen que tous les techniciens déclarent dépassé et périmé, et qu'autour de nous les grands concurrents, les plus grandes communautés basent, au contraire, leur économie sur des moyens mille fois plus grands, mille fois plus forts, que deviendrons-nous ? Or, les experts sont à peu près tous d'accord pour dire que si les pays européens ne se mettent pas en commun, s'ils ne rassemblent pas et leur force financière et leur force technique, ils ne rattraperont jamais le retard qui existe aujourd'hui et ne parviendront jamais à donner à l'emploi de l'énergie nucléaire sa complète efficacité. C'est donc dire, et je crois pouvoir le répéter, c'est vraiment reconnaître que notre situation, à plus ou moins longue échéance, un peu au-delà de nos préoccupations quotidiennes du prochain budget et de la prochaine interpellation parlementaire, que si nous regardons un peu au-delà de tous ces événements d'aujourd'hui et, strictement parlé, de demain, ça veut dire que notre prospérité est assez factice et assez fragile.

La partie la plus désagréable est terminée. Seulement, les orateurs ont droit de faire cela. Ils ont le droit de s'arrêter un instant et de dire : « Est-ce que vous acceptez mes prémisses ? » Parce que si vous ne les acceptez pas, vous n'accepterez certainement pas mes conclusions. Enfin, tout ce que j'espère, c'est au moins d'avoir éveillé dans vos cœurs un commencement d'inquiétude. Et pour ce soir, c'est suffisant. C'est suffisant pour que vous ne vous leviez pas et que vous ne déclariez pas que la fin de la conférence ne vous intéresse pas. Parce que si cette première partie est, je le reconnais, assez noire et si l'on veut qualifier la chose d'assez pessimiste, j'ai une conviction qui est au moins aussi forte que les traits que j'ai mis pour peindre, pour dessiner ce tableau de notre Europe d'aujourd'hui. J'ai la conviction que si nous avons un peu de courage et un peu d'audace, il nous est possible de sortir de cette situation et de retrouver en Europe une situation qui refera des pays européens des pays de grande importance et de grande influence.

Pour cela, pour chercher le moyen, il me semble qu'il est naturel et logique d'essayer de faire une comparaison entre cette Europe dont je parle sans cesse pour montrer ses faiblesses et ces États-Unis qui nous apparaissent si extraordinairement puissants. Tous ceux qui vont aux États-Unis reviennent en nous chantant, en nous vantant la force économique des États-Unis. Et tous, surtout, je crois, les meilleurs observateurs reviennent en nous disant : cette force n'est pas du tout une fin, c'est un commencement et il est clair que les États-Unis ont encore devant eux des possibilités de développement formidable. Mais alors, on en arrive à se demander pourquoi l'Europe piétine et pourquoi les États-Unis progressent ? Et on en arrive tout naturellement à faire une comparaison. Et les gens qui veulent refuser de voir la vérité disent, oui, mais les États-Unis, c'est un immense territoire. Et c'est vrai. Mais l'Europe, et je ne parle pour le moment que de l'Europe libre, l'Europe libre qui aujourd'hui va de Stockholm à Ankara, l'Europe libre, c'est aussi un immense territoire. Et si vous ajoutez à cet immense territoire les quelques territoires africains que certains d'entre nous contrôlent encore, au point de vue de l'étendue des territoires nous n'avons rien à envier aux États-Unis. On nous dit, oui, mais les États-Unis, c'est 160 millions de consommateurs. Parfait. Bien, moi, je ne vous demande de retenir qu'un seul chiffre, parce que c'est le chiffre qui devrait nous donner confiance et qui nous montre quelles responsabilités pèseront sur nous, si nous ne parvenons pas à sortir de nos difficultés. 160 millions d'Américains ? Très bien. 200 millions de Russes ? Très bien. Dans l'Europe libre, il y a 290 millions d'Européens libres. Et rien que cette petite Europe dont quelquefois, je ne sais pas pourquoi, certains se moquent, cette petite Europe à Six, ce groupe, plus de 150 millions de consommateurs aujourd'hui, c'est-à-dire presque l'équivalent des États-Unis d'Amérique, pour commencer, moi, ça ne me paraît pas si mal et ça ne me paraît pas si risible. On nous dit, oui, mais les États-Unis, c'est des matières premières, c'est des richesses, c'est des productions diverses. Et c'est vrai. Je ne vais pas vous faire la liste de toutes les productions et toutes les possibilités européennes. Je résume et je synthétise dans une image un peu poétique en disant, en Europe, dans les mers du Nord, on pêche la baleine et, sur le bord des rivages des mers du Sud, on cultive les oranges. Ajoutez à tout cela ce que nous faisons encore dans nos territoires africains et, encore une fois, il n'y a aucune raison d'avoir des complexes d'infériorité ou une jalousie quelconque. Mais alors, où est la raison de la différence ? Pourquoi, d'un côté, la stagnation et l'immobilisme et, de l'autre côté, l'expansion ? Et à cette immense question je suis forcé de répondre d'une manière très simple, tellement simple que quelquefois je me demande, mais est-ce que ma réponse est bien

valable ? Mais je me console en disant que les réponses aux grandes questions ne sont pas nécessairement des réponses compliquées. Tout l'essentiel de la différence, il vient en ceci, c'est qu'aux Etats-Unis, pour 160 millions d'habitants, il y a une frontière, un marché, une économie et une monnaie, et qu'en Europe, pour 290 millions d'habitants il y a 15 frontières, 15 marchés, 15 économies et 15 monnaies. Et ayons le courage de faire aujourd'hui ce qu'on a fait aux États-Unis au cours du XVIIIe siècle. J'affirme qu'il n'y a pas de raison de croire que nous ne sommes pas capables de faire aussi bien. Et j'ajoute qu'au fond de moi-même, et c'est la seule manifestation de nationalisme, mais enfin, c'est un nationalisme européen, je crois que nous sommes capables de faire mieux, parce que nos patrons ne sont pas moins intelligents, nos ouvriers ne sont pas moins travailleurs, et que nous pouvons le dire avec une certaine modestie, nous vivons tout de même dans le coin du monde où la civilisation a été poussée jusqu'à son maximum. Je voudrais, avant de terminer, pour vous montrer que c'est possible, attirer votre attention sur une idée que je crois, j'ai la faiblesse de croire, importante. Il ne s'agit plus seulement aujourd'hui pour nous de faire la comparaison entre les États-Unis et l'Europe, nous devons maintenant, si nous voulons être prudents, faire la comparaison entre les États-Unis et l'URSS. Il faut prendre la littérature de l'URSS avec un peu de prudence, et je ne soutiens pas que tous les chiffres que je vais vous donner soient strictement exacts, mais il y a là un ordre de grandeur, dans tous les cas une tendance générale que nous ne pouvons pas contester. Et tout à l'heure, on a fait allusion au nouveau Plan quinquennal russe. Il faut se rendre compte de ce qu'ils sont en train d'imaginer, quels sont les objectifs qu'ils se donnent. Et il faut se demander si l'un ou l'autre de nos pays européens est capable aujourd'hui de se donner un objectif approchant de celui-là. Qu'est-ce qu'ils disent au début de leur exposé du Plan quinquennal ? Au cours du quinquennat écoulé, la production industrielle de l'URSS a augmenté de 85%, tandis que celle des moyens de production augmentait de 91% et que la production globale des constructions mécaniques et de la métallurgie se trouvait multipliée par 2,2 en 1955 par rapport à 1950. En 1955, la production industrielle a été de 3,2 fois supérieure à celle de 1940. Les tâches du Plan quinquennal ont été dépassées pour les principaux produits de l'industrie lourde, acier, laminé, charbon, pétrole, énergie électrique, ciment, aluminium, véhicules automobiles, tracteurs et de nombreux autres produits. Voilà, en dix lignes, le tableau du passé. Et vers quoi vont-ils ? Le 20e congrès du Parti communiste de l'Union soviétique estime que le pays des Soviets dispose désormais de toutes les conditions nécessaires pour résoudre dans la voie de la compétition économique pacifique et dans les délais historiques les plus brefs la tâche économique fondamentale de l'URSS : rattraper et dépasser les pays capitalistes les plus développés pour la production par habitant.

C'est peut-être exagéré. C'est exagéré, je le crois. Mais il faut une singulière audace et une singulière confiance en soi-même pour s'assigner des buts comme ceux-là et pour oser les répandre dans l'opinion publique, au risque de créer, si on échouait trop lourdement tout de même, des déceptions assez graves. Alors, me semble-t-il, la question qui se pose est celle-ci : comment se fait-il qu'à l'heure actuelle, un pays dont toutes les règles économiques sont, pour ainsi dire, à l'opposé des règles que l'on applique aux États-Unis, dont toute la philosophie politique et industrielle est en contradiction avec celle des États-Unis, comment se fait-il que là aussi on rencontre le phénomène de l'expansion et du développement à un rythme fantastique, pendant qu'entre les deux la pauvre Europe piétine ? Et bien, Mesdames et Messieurs, l'idée que je livre à votre réflexion, c'est celle-ci, c'est que ces deux systèmes contradictoires ont au moins en commun quelque chose de semblable : un marché, l'un de 200 millions d'habitants, l'autre de 160 millions d'habitants. Et l'on est conduit à se demander si, aujourd'hui, cette condition du marché commun n'est pas l'absolue nécessité qui doit exister pour permettre la création d'un monde à l'image de nos possibilités. Mesdames et Messieurs, je ne suis pas un technicien. Je ne suis un technicien en rien du tout, sauf peut-être en politique, et encore beaucoup de gens me le contestent. Je reconnais que je ne suis un technicien en rien du tout. Mais j'ai une intuition et je vais m'assurer la sympathie d'une partie de l'assemblée, j'ai une intuition féminine. Et tout le monde sait que l'intuition féminine vaut beaucoup mieux que l'intelligence des hommes. Vous voyez. Et bien, mon intuition féminine me permet d'affirmer, même s'il y avait des experts techniques qui le contestaient, c'est qu'aujourd'hui, il n'y a plus moyen dans des communautés de neuf millions d'habitants – je choisis neuf millions parce que c'est à peu près la population de la Belgique – ou même dans des communautés de 30, de 40 ou de 50 millions, d'utiliser les progrès de la science, les possibilités de la technique pour leur faire donner le maximum de résultats et le maximum d'efficacité. Et au fond, je ne crois pas que sur cette affirmation très nette, un seul technicien, un seul homme d'industrie oserait la combattre. Seulement, j'ai besoin, après avoir exercé mon intuition féminine, j'ai besoin de l'appuyer tout de même sur l'avis de gens compétents. Il existe parmi tous les organismes qui s'occupent de

L'Europe une ligue européenne de coopération économique qui, celle-là, présente cette particularité d'être plutôt l'endroit pro-européen où se rencontrent les grands patrons, les grands industriels et les économistes. Et ils ont dit ceci : les motifs qui justifient la formation d'un grand marché intérieur commun aux pays d'Europe sont parfaitement vulgarisés. On n'en fera ici qu'un rappel sommaire. Appelée à se mesurer sur les marchés mondiaux, avec deux très grandes nations disposant d'immenses marchés intérieurs, l'Europe occidentale ne pourra reprendre son rang qu'en s'unissant pour constituer, elle aussi, une économie de grande espace. Un marché commun représente sensiblement plus que la somme des marchés nationaux dont il se compose. Placées dans celui que l'Europe envisage de créer, les entreprises trouveraient pour se développer, se rationaliser et se spécialiser des débouchés à la taille russe et américaine. Le regain de la concurrence entre elles aiguiserait l'ingéniosité et l'assiduité des entrepreneurs. L'utilisation maximum des capacités caractéristiques des ingénieurs, techniciens et travailleurs de chaque pays et de chaque région serait améliorée par la division internationale du travail. La reconversion des facteurs de production mal employés ferait hausser le niveau moyen de la productivité. Les prix s'en trouveraient abaissés, la qualité et la variété des produits améliorée, c'est-à-dire que les besoins du consommateur seraient mieux couverts, le volume global de la production et celui de l'emploi probablement augmenté et, en définitive, le niveau de vie et la puissance de l'Europe relevés dans des proportions qui la rassureraient sur son avenir. Et ceci n'est pas dit par des poètes, ceci n'est pas dit par des hommes politiques, ceci est dit et affirmé par des hommes d'industrie, par de grands patrons qui sont à la tête de grandes entreprises et qui ont calculé les difficultés, les risques, mais aussi les bienfaits de l'entreprise. Et d'ailleurs, comment pourrions-nous hésiter encore, puisque nous avons fait une petite expérience ? Une petite expérience sur le charbon et sur l'acier. Une petite expérience que vous connaissez bien et dont on peut dire qu'elle a déjà réussi, qu'elle a diminué les importations faites dans la Communauté venant des pays extérieurs, qu'elle a augmenté les exportations. Et surtout, qu'aussi bien pour le charbon que pour l'acier, elle a considérablement permis l'augmentation du trafic, du commerce interne. Pourquoi la petite expérience déjà faite et déjà réussie en partie ne pourrait-elle pas être tentée dans d'autres domaines et sur un espace plus vaste ?

On essaye. Et les choses n'iraient pas tellement mal, si on avait l'éternité devant soi ou même si on avait beaucoup de temps devant soi. Au fond, à l'heure actuelle, je crois pouvoir le dire, la discussion n'est plus entre ceux qui disent, il n'y a pas de problème européen, et ceux qui, comme moi et beaucoup d'autres, affirment, il y en a un. Je crois qu'au fond, il y a une personne qui oserait soutenir qu'il n'y a pas de problème européen. Mais il y a ceux qui disent, ne vous excitez pas, n'allez pas trop vite, ne prenez pas de position en flèche, faites en sorte que l'opinion publique soit éduquée et soit mûrie et ne courez pas peut-être à des échecs qui font du tort à l'idée elle-même. Et il y a ceux qui disent, le temps ne travaille pas pour nous. Il n'est pas vrai que depuis dix ans, nous ayons fait de tels progrès que nous puissions nous considérer comme rassurés. Au contraire, pour beaucoup d'entre nous il semble que, chaque fois que nous sommes sur le point de faire quelque chose, il y a précisément un événement politique, plus ou moins imprévisible, qui intervient et qui nous empêche de réaliser ce que nous avons conçu.

Toute l'histoire de ces dernières années, c'est, dans le mouvement européen pour l'idée de l'Europe unie, c'est une suite de moments assez grisants, assez enthousiasmants. Il y a des jours, des heures où nous avons cru que nous étions au bord du succès, et puis, c'est l'histoire aussi de pas mal de déceptions, de pas mal de retours en arrière. Nous avons connu la formation, la fondation du Conseil de l'Europe, et ceux qui ont vécu la première réunion de Strasbourg savent avec quel enthousiasme les délégués des pays ont abordé leur tâche. L'enthousiasme n'a pas duré très longtemps parce qu'on s'est aperçu qu'il y avait un divorce entre différentes délégations. Il y avait ceux pour qui Strasbourg était un commencement et ceux au contraire qui considéraient que Strasbourg était une fin. Et il est clair que l'enthousiasme des premières sessions ne s'est pas poursuivi. Et puis, nous avons eu la méthode fonctionnelle et le succès de la Communauté du charbon et de l'acier. Ne pouvant pas résoudre la question dans son ensemble, on a voulu donner à un certain nombre de problèmes pratiques une solution qui n'était plus une solution nationale, mais qui était une solution européenne et on a cette fois réussi à mettre sur pied, d'ailleurs au prix de quels efforts, la CECA dont nous voyons aujourd'hui les résultats et les conséquences. Et puis, après cela, on a de nouveau revu très grand et l'on a voulu à la fois résoudre un problème qui à l'époque était un problème essentiel, le problème du réarmement de l'Allemagne. On a voulu le joindre à la poursuite de l'idéal européen et on a mis sur pied le traité de la Communauté européenne de défense qui était pas seulement une solution, une bonne solution aux problèmes du réarmement allemand, mais qui contenait aussi le traité sur la Communauté européenne de

défense, en son article 38, cette promesse d'aller à une fédération politique, les ministres des Affaires étrangères ayant parfaitement compris qu'on ne peut pas faire une armée commune, si on n'a pas une politique commune et une communauté derrière l'armée. Vous savez ce qui est arrivé, vous savez comment nous avons échoué au dernier moment et comment l'échec de la Communauté européenne de défense n'a pas été seulement la fin d'une formule militaire, mais a été un coup très dur pour l'idée européenne elle-même. Pendant plusieurs mois, les partisans de l'Europe se sont sentis extrêmement déprimés. On se demandait comment on pourrait repartir, comment on pourrait, maintenant on dit, relancer l'idée européenne. Heureusement, personne ne s'est complètement découragé. On a cherché, on a trouvé et, on peut bien le dire, je crois que c'est tout de même l'honneur des trois pays de Benelux d'avoir saisi une occasion qui se présentait pour saisir leurs collègues des grandes puissances d'un nouveau plan de relance européenne. Nous nous sommes réunis dans un très joli endroit. Nous nous sommes réunis à Messine – il faut croire que ça nous inspirait – et nous avons pris une résolution d'une importance capitale – je l'ai souvent constaté et souvent reconnu – une décision d'une importance capitale qui n'a pas beaucoup frappé les gens. Nous avons déclaré très nettement, et quelquefois je me demande si les ministres des Affaires étrangères n'ont pas été un peu trop audacieux et s'ils ne se sont pas mis en porte-à-faux sur leur opinion publique et même, quelquefois peut-être, sur leur propre gouvernement. Nous avons déclaré sans sourciller que le but de notre politique était la création d'un marché commun européen. Je dis que c'est une décision d'une énorme importance. Elle a passé, je ne dis pas inaperçue, mais presque inaperçue. À mes yeux, pour plusieurs raisons. Tout d'abord, c'est qu'il est très difficile, et j'en fais l'expérience maintenant presque chaque jour, il est très difficile d'enthousiasmer, je dirais même, d'intéresser les foules sur le détail du Marché commun. Et l'une de mes punitions, c'est de devoir maintenant au moins une fois par semaine exposer des problèmes techniques sur les droits de douane, sur les tarifs, sur les contingents, sur le réemploi, sur le fond de réinvestissement et, par-dessus tout, sur les manières de coordonner les agricultures. Quand j'ai fait ça un certain nombre de fois, je suis épouvanté et je reconnais qu'il est très difficile de demander aux foules de se passionner sur ces problèmes-là. Le côté politique, le côté militaire était meilleur pour la propagande. Le côté technique explique, je crois, dans une certaine mesure, une certaine indifférence au début. Et puis, je crois aussi qu'on a pas eu confiance dans ce que nous disions. On a pris tant de décisions sur l'Europe, on a noirci tant de papier, on a si souvent affirmé qu'on était prêt à faire les choses les plus audacieuses et on a fait si peu de choses au fond dans la pratique et dans la réalité que le public s'est un peu désintéressé et n'a pas cru que nous étions capables de réaliser ce que nous avons dit. Est-ce que nous allons le réaliser ? J'ai l'impression qu'il y a pour le moment un commencement de changement et que dans beaucoup de milieux on commence à se dire, avec encore un peu de scepticisme et d'étonnement, mais après tout, ces ministres des Affaires étrangères ont une certaine continuité dans la volonté. Ce qu'ils ont dit à Messine, ils essaient de le réaliser, ils ont poursuivi la politique de Messine à Bruxelles, on arrive à la fin d'une étape d'études extrêmement importantes, et c'est ce qui d'ailleurs me fait quelquefois un peu frémir quand j'y pense, on arrive petit à petit de nouveau au moment des décisions. Or, c'est là-dessus que je veux insister avec toute ma force, avec toute ma conviction, l'affaire de l'Europe, ce n'est pas une affaire technique. C'est une affaire de volonté et de décisions politiques. Si les ministres, pas seulement ceux des Affaires étrangères, tous les autres, s'ils savent vouloir et prendre leurs décisions, moi, j'affirme que les techniciens trouveront pas une façon, mais trois, quatre façons différentes de réaliser cette volonté politique. Il faut mettre fin à une mauvaise pratique qui a été trop souvent la pratique suivie dans le monde politique dans ces dix dernières années. Trop souvent, en politique, quand les hommes politiques se trouvent devant un problème trop grave, ils le renvoient aux experts. Ce qui est une manière, plus ou moins déguisée, mais qui aujourd'hui ne trompe plus personne, d'enterrer le problème définitivement. Pas parce que les experts sont mauvais ! Parce que les experts ne sont pas chargés de prendre les décisions politiques. Ce sont les ministres qui doivent prendre les décisions politiques. Ce sont eux qui doivent s'expliquer et se défendre devant l'opinion publique. Et ce qu'ils doivent demander aux experts, c'est de les aider à résoudre les problèmes techniques que soulèvent leurs décisions politiques. J'ai là-dessus, quant à moi, une expérience que je n'oublierai jamais. Quand nous sommes revenus de la guerre, les gouvernements de Londres avaient occupé leurs loisirs en faisant le Benelux. Nous sommes revenus et que nous avons montré nos traités du Benelux à nos différents fonctionnaires – et je suppose que ça a été comme ça dans les trois pays – ils ont regardé ça du haut de leur science et ont constaté – et ils avaient probablement raison – que nous n'avions pas vu toutes les difficultés et que nous ne les avions pas toutes résolues. Et dans les premiers mois qui ont suivi notre libération, Benelux a vraiment piétiné. Un jour, je suis allé à La Haye, j'ai causé avec le Premier ministre des Pays-Bas. Nous avons échangé quelque chose en langage très simple. Nous avons dit : « Mon

cher collègue, vous voulez le Benelux ? » Il a répondu : « Oui ». Il m'a dit : « Et vous ? » J'ai dit : « Oui ». Notre décision commune est prise et nous avons sonné et nos experts qui attendaient dans l'antichambre sont entrés. Et nous leur avons dit, voilà, dans six mois, il nous faut avoir réalisé Benelux et le tarif commun vis-à-vis des tiers. Ils ont regardé en souriant d'abord, en disant, ils ont encore une fois pris des décisions dont ils n'ont pas mesuré toute l'importance, mais cette fois-ci, la décision était définitive et nous leur avons dit, non, non, c'est tout à fait sérieux. Il n'y a plus à discuter. Il ne faut pas nous expliquer les difficultés qu'il y a, s'il y a des difficultés, vous devez les résoudre. Six mois plus tard, c'était terminé. C'est comme ça qu'il faut faire. À Messine, nous sommes rentrés dans la bonne voie. Nous avons affirmé notre désir de faire le Marché commun. Nos experts ont maintenant travaillé, ils vont nous représenter toute une série de solutions, il faudra maintenant de nouveau avoir le courage de prendre les décisions et, cette fois, les décisions définitives et de défendre notre politique devant les parlements et devant l'opinion publique.

Pour toutes les raisons que je vous ai expliquées, si nous faisons cela, et bien, nous sommes sauvés. Si nous faisons cela, j'en suis convaincu, nous allons connaître des difficultés. D'autres difficultés que celles que nous connaissons aujourd'hui. Il faut encore que j'insiste sur une idée, l'honnêteté intellectuelle m'oblige à le dire. Il ne faut pas croire que la politique que je préconise ici, dont je me fais l'avocat, soit une politique facile. C'est au contraire la politique la plus difficile de toutes, car il s'agit en réalité de demander aux gens, aux hommes, aux femmes, aux peuples quelquefois de renoncer à quelque chose qu'ils possèdent aujourd'hui, mais en leur disant : votre renoncement d'aujourd'hui sera payé dans cinq ou dix ans par un bénéfice plus grand. Mais il suffit d'exprimer la chose pour se rendre compte de la difficulté psychologique. Et combien y a-t-il d'entre nous dans, pas seulement dans leur vie politique mais dans leur vie privée, qui savent renoncer à un intérêt immédiat, dans l'espoir de toucher plus tard un bénéfice plus grand ? C'est extrêmement difficile. Il ne faut pas dire non plus, il ne faut jamais dire, ceux qui sont partisans de l'Europe, que si nous faisons l'Europe, nous allons résoudre avec une baguette magique, que nous allons résoudre tous les problèmes. Il ne faut jamais dire qu'en faisant l'Europe, nous allons apporter à chaque peuple plus qu'il avait hier, à chaque classe sociale plus qu'elle avait hier et à chaque individu plus qu'il avait hier. Mesdames et Messieurs, si c'était ça, faire l'Europe... on peut même ne pas avoir beaucoup de confiance dans l'intelligence des hommes et spécialement des hommes politiques et des hommes d'État, mais si vraiment faire l'Europe, c'était donner à chaque individu plus que ce qu'il a aujourd'hui, il faut croire que nous l'aurions fait depuis longtemps. Par conséquent, ce n'est pas cela, il y aura des sacrifices. Des sacrifices de toutes sortes, des sacrifices de traditions, des sacrifices d'habitudes et même, je n'hésite pas à le dire, probablement pour certains, un certain nombre de sacrifices individuels et de sacrifices matériels. Mais il y a un certain nombre d'hommes politiques qui sont décidés à défendre cette politique-là, parce qu'ils savent qu'en fin de compte la collectivité doit en retirer un grand avantage. Si nous redevenons forts, économiquement, nous pourrions bien résoudre nos problèmes sociaux et nous pourrions aborder avec confiance la nouvelle phase dans laquelle nous entrons aujourd'hui qui me semble ne pas être, entre le monde de l'Est et le monde de l'Ouest, une phase de concurrence militaire, mais qui me paraît être très nettement une phase de concurrence économique et sociale. Si nous l'abordons en ordre dispersé, avec le sentiment de notre faiblesse, je suis assez inquiet et je crois que l'adversaire triomphera. Si, au contraire, nous rassemblons toutes nos forces – pour les raisons que j'ai dites, je pense que nous sommes encore capables de faire très bien et probablement même pendant longtemps de faire mieux que n'importe quel autre concurrent – et nous n'avons alors aucune crainte, aucune raison de craindre quoi que ce soit. Si nous redevenons forts économiquement, si nous résolvons bien nos problèmes sociaux, dans une atmosphère de progrès et de hardiesse, nous aurons aussi notre force politique et nous retrouverons notre rayonnement.

Et c'est par là que je veux terminer. Peut-être vous ai-je fait l'impression d'être très matérialiste en parlant tout le temps d'économie, de progrès social, d'améliorations, de luttes dans le domaine industriel. Ce que je veux vous dire, c'est que ma conviction, c'est que faire l'Europe, c'est quelque chose qui est encore plus important que cela. Et je dirais presque, chaque jour je suis de plus en plus convaincu que le véritable sens de tout cet effort et de toute cette lutte, c'est de sauver certaines formes de civilisation, c'est de sauver ce que j'appelle le message européen, pas même le message occidental, le message européen. C'est un message particulier et d'une spéciale grandeur. Je crois qu'il y a peu de gens qui aujourd'hui, dans tous les cas, oseraient soutenir que nous ne devons pas faire un grand effort pour améliorer, pour consolider, dans des proportions considérables, le sort des masses. Mais il y a d'autres façons que notre façon d'améliorer le sort des masses. Et ce qui est la caractéristique de notre message européen, c'est que, sans contester un seul

instant notre obligation sociale, nous voulons faire quelque chose de plus. Nous voulons à la fois assurer, développer la vie matérielle des gens et nous voulons sauver l'individu. Ça, c'est le message propre de l'Europe. C'est naturellement un message qui s'oppose au message communiste, mais je n'hésite pas à le dire, quelle que soit ma reconnaissance pour les États-Unis, pour leur politique, pour leurs efforts qu'ils ont faits, c'est aussi un message qui s'oppose, je le crois, au message des États-Unis : faire une civilisation matériellement puissante et sauver l'individu. C'est seulement l'Europe qui peut sauver l'individu. Probablement que ceci vaudrait toute une conférence, mais je vais l'illustrer par deux petites histoires qui sont très simples, qui ont l'air humoristique, mais qui au fond traduisent sur le sujet exactement ma position et ma conviction.

Pour m'expliquer la différence qu'il y a entre les États-Unis et l'Europe, c'est une femme, la femme d'un diplomate, qui m'a donné la meilleure définition. Elle m'a dit, quand une femme entre dans un salon en Europe et qu'elle voit une autre femme qui porte la même robe qu'elle, elle est furieuse. Quand une femme entre dans un salon aux États-Unis et qu'elle ne voit pas cinq femmes qui portent la même robe qu'elle elle est inquiète. Moi, je n'ai rien d'autre à expliquer sur le message européen. C'est cela exactement. D'un côté, le besoin d'une civilisation avant tout communautaire, de l'autre côté, le besoin de sauver une individualité. Tous ceux qui sont allés aux États-Unis ont remarqué les étalages. Les étalages aux États-Unis, à New York, dans les grandes villes, c'est magnifique. C'est une abondance, c'est une pléthore, les objets ruissellent dans les vitrines. Il est clair qu'on est frappé par le nombre et par le poids. Et après avoir admiré les étalages de New York, j'avais pris l'avion et je débarque à Paris et je me promène au boulevard des Italiens ou au boulevard des Capucines et je vois, je ne l'oublierai jamais, un magasin qui s'appelle « Le carnaval de Venise », et qu'est-ce que je vois à la vitrine ? Une cravate. Une seule cravate. Moi, je n'ai rien d'autre à expliquer sur les États-Unis et sur l'Europe que cela. C'est exactement ce que je sens et c'est ce goût de l'individu que je veux défendre. On nous dit, et on nous dit avec raison, et nous devons avoir le courage de le reconnaître tous, quelles que soient nos convictions personnelles, le respect de la personne humaine, c'est une idée chrétienne. C'est à cette civilisation-là que nous appartenons. Ce respect de la personne humaine, 25 siècles d'histoire, 20 siècles d'histoire l'ont complété et l'ont amélioré. Mais nous ne sommes pas encore arrivés au bout. Et aucun d'entre nous ne peut dire qu'aussi bien dans sa vie privée que dans sa vie collective et politique, nous avons poussé cet immense et merveilleux principe jusqu'à ses conséquences extrêmes. Cela, cela prouve que notre message est incomplet et que nous n'avons pas terminé notre tâche et que nous ne pouvons pas abandonner le rayonnement de cette mission, sans avoir fait le dernier effort qui doit nous permettre probablement encore de jouer pendant des années et des dizaines d'années et des siècles le rôle éminent que l'Europe a joué depuis si longtemps. Mesdames et messieurs, c'est ça, l'effort européen. C'est ça, l'effort auquel je vous convie ! Et comme je l'ai dit souvent, ce que je vous demande, c'est de participer à une révolution, dans le meilleur sens du mot, une révolution positive et efficace, mais une révolution d'une telle ampleur et d'une telle grandeur qu'elle permet sans doute de considérer toute autre révolution comme inutile.